Des médecins en grève assignés à résidence au Burundi

PANA, 11/05/2009Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a décidé, lundi, d'assigner à domicile tous les médecins du secteur public en grÃ"ve, au premier jour de leur mouvement de déblayage sans service minimum, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura.La grÃ"ve dure depuis bientà t deux mois et se passait jusque-là avec un service minimum réservé, notamment, aux accidentés graves, aux femmes nécessitant une césarienne pour accoucher ainsi qu'aux malades en réanimation.

L'arrêt du service minimum a été décidé samedi dernier aprÃ"s l'échec des négociations entre le gouvernement et le principaux syndicats des médecins généralistes et spécialistes qui revendiquent de meilleures conditions de salaire et de travail.Un comité de crise s'est aussità t réuni et décidé d'une série de mesures de représailles contre l'arrêt total de prestations des médecins dans les hà pitaux publics, est venu annoncer à la presse, le porte-parole et Secrétaire généi du gouvernement, Philippe Nzobonariba. "Le gouvernement a décidé que la grà ve se passera désormais à domicile et qu'il est strictement interdit aux médecins de l'Etat en grÃ"ve d'offrir leurs prestations aux hà pitaux et cabinets médicaux privés", a-t-il dit.Les responsables de ces hà pitaux et cabinets mÃ@dicaux privés ont été priés de faire respecter ces instructions jusqu'à la fin de la grÃ"ve des médecins de l'Etat.Le gouvernement a, en outre, invité le président du Conseil de l'Ordre des médecins à sortir de son silence en tant que garant au premier chef du respect de l'éthique et de la déontologie des médecins.L'Etat burundais dit avoir pris ces différentes mesures aprà s avoir constaté que les efforts consentis de sa part lors des n\(\tilde{A}\)\@gociations avec les syndicats des m\(\tilde{A}\)\@decins ont \(\tilde{A}\)\@vains.D'apr\(\tilde{A}\)\"s toujours M. Nzobonariba, le gouvernement avait accepté de relever le salaire des médecins de 150.000 Ã plus de 450.000 Francs burundais (de 150 à 400 dollars US), soit une augmentation de plus de 150%. Aux yeux du gouvernement, la grà ve n'aurait rien à voir avec de simples revendications salariales, mais au contraire, "cette grÃ"ve vise à torpiller et saboter le programme du gouvernement d'offrir et assurer des soins gratuits aux enfants de moins de cinq ans et aux mà res qui accouchent", a-t-il encore fustigé l'attitude des médecins.Le ministre de la Santé publique, de son côté, est également intervenu, lundi, dans les médias, pour annoncer l'arrivée au Burundi de 17 médecins nigérians, mais qui n'auraient pas été invités pour casser la grà ve des personnels soignants locaux.Le secteur de la Santé publique nationale souffrait dÃ de la fuite massive des cerveaux vers l'étranger à la recherche de meilleures conditions de salaires et de travail.